

**No. 36790**

---

**France  
and  
Slovakia**

**Convention on mutual administrative assistance between the Government of the French Republic and the Government of the Slovak Republic for the prevention, investigation and prosecution of customs offences. Paris, 27 May 1998**

**Entry into force:** *1 May 2000, in accordance with article 16*

**Authentic texts:** *French and Slovak*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 25 July 2000*

---

**France  
et  
Slovaquie**

**Convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République slovaque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières. Paris, 27 mai 1998**

**Entrée en vigueur :** *1er mai 2000, conformément à l'article 16*

**Textes authentiques :** *français et slovaque*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 25 juillet 2000*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOU-  
VERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE POUR LA PRÉVEN-  
TION, LA RECHERCHE ET LA POURSUITE DES FRAUDES  
DOUANIÈRES

Le Gouvernement de la République française

et

le Gouvernement de la République slovaque,

Ci-après désignés les Parties,

Considérant que les infractions à la législation douanière portent préjudice aux intérêts économiques, fiscaux, sociaux, culturels et commerciaux ainsi qu'aux intérêts légitimes du commerce de leurs pays respectifs;

Considérant qu'il est essentiel d'assurer une évaluation et une perception exactes des droits de douane et taxes à l'exportation ou à réimportation des marchandises ainsi qu'une mise en oeuvre appropriée des mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle;

Convaincus que les efforts visant à empêcher les infractions à la législation douanière et à assurer une évaluation et une perception exactes des droits de douane et taxes peuvent être rendus plus efficace par la coopération entre leurs autorités douanières respectives ,

Vu la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes du 20 décembre 1988;

Vu les recommandations du Conseil de Coopération Douanière sur assistance mutuelle du 5 décembre 1953,

Sont convenus de ce qui suit

*Article 1er*

Aux fins de la présente Convention, on entend par:

1 - "législation douanière" : les dispositions législatives et réglementaires que les autorités douanières des Etats des deux Parties appliquent à réimportation, exportation, au finissage de marchandises ou à tout autre régime douanier, que lesdites dispositions concernent les droits de douane ou tous autres droits ou taxes perçus par les autorités douanières ou encore les mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle.

2 - "infraction douanière" toute violation ou toute tentative de violation de la législation douanière.

3 - "autorités douanières" pour la République française, la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects; pour la République slovaque, le Ministère des Finances - Direction des douanes de la République slovaque.

4 - "autorité douanière requérante": autorité douanière compétente de l'Etat de la Partie qui formule une demande d'assistance en matière douanière.

5 - "autorité douanière requise": autorité douanière compétente de l'Etat de la Partie qui reçoit une demande d'assistance en matière douanière.

6 - "personne" : toute personne physique ou morale.

7 - "produits stupéfiants et substances psychotropes" : tels que définis par la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes du 20 décembre 1988.

8 - "Livraisons surveillées": procédure de surveillance de l'acheminement des substances ou plantes classées comme stupéfiants, telle que définie à l'article 1er, point g) de la Convention des Nations Unies du 20 décembre 1988

### *Article 2*

1 - Les autorités douanières des Etats des deux Parties se prêtent mutuellement assistance conformément aux dispositions fixées par la présente Convention en vue:

- a) d'assurer Exacte application de la législation douanière,
- b) de prévenir, de rechercher et de poursuivre les infractions à la législation douanière.

2 - L'assistance fournie sur le fondement de la présente Convention s'effectue dans les limites de la compétence de l'autorité douanière de la Partie requise et selon la législation de l'Etat de cette Partie.

### *Article 3*

1 - Les autorités douanières des Etats des deux Parties se communiquent mutuellement, spontanément et sans délai tous renseignements dont elles disposent, concernant

- a) les opérations irrégulières constatées ou projetées et présentant ou paraissant présenter un caractère frauduleux au regard de leurs législations douanières;
- b) les nouveaux moyens ou méthodes de fraude
- c) les catégories de marchandises suspectées de faire objet d'un trafic frauduleux;
- d) les personnes dont on peut penser qu'elles commettent ou peuvent commettre des infractions douanières;
- e) les véhicules, embarcations, aéronefs ou autres moyens de transport suspectés d'être utilisés pour commettre des infractions douanières
- f) les nouvelles techniques de lutte contre les infractions douanières.

2 - les autorités douanières des Etats des deux Parties se commniquent mutuellement sur demande écrite et aussi rapidement que possible tous renseignements :

- a) extraits de documents de douane concernant les échanges de marchandises entre les Etats des deux Parties, faisant ou pouvant faire objet d'un trafic frauduleux au regard de la législation douanière de l'Etat de la Partie requérante, éventuellement sous forme de copies dûment certifiées ou authentifiées desdits documents, et

b) pouvant servir à déceler des infractions à législation douanière de l'Etat de la Partie requérante.

3 - Ces demandes écrites doivent comporter les indications suivantes :

- le nom de l'autorité douanière requérante,
- la nature de la procédure en cours,
- l'objet et les motifs de la demande,
- les noms et adresses des personnes ou sociétés impliquées,
- un exposé sommaire de l'affaire ainsi que les éléments juridiques y afférents.

#### *Article 4*

Sur demande de l'autorité douanière de l'Etat de l'une des deux Parties, autorité douanière de l'autre Partie exerce, dans le cadre de ses compétences et en fonction de ses possibilités, une surveillance spéciale sur:

a) les déplacements, notamment à l'entrée et à la sortie du territoire de l'Etat de l'une des deux Parties, des personnes soupçonnées ou connues par l'Etat de la Partie requérante comme s'adonnant à des activités contraires à la législation douanière;

b) les mouvements suspects de marchandises signalées par l'Etat de la Partie requérante comme faisant l'objet à destination du territoire de l'Etat de l'une des deux Parties d'un trafic en infraction à sa législation douanière;

c) les lieux où peuvent être entreposées des marchandises soupçonnées d'être destinées à être importées illégalement du territoire de l'Etat de la Partie requérante;

d) les véhicules, embarcations, aéronefs ou autres moyens de transport soupçonnés d'être utilisés pour commettre des fraudes douanières sur le territoire de l'Etat de la Partie requérante.

#### *Article 5*

1 - Les autorités douanières des Etats des deux Parties coopèrent, en tant que de besoin, dans le cadre des livraisons surveillées internationales de produits stupéfiants et de substances psychotropes de manière à identifier les personnes impliquées dans des infractions douanières.

2 - Le recours aux livraisons surveillées fait l'objet de décisions au cas par cas.

3 - Les livraisons surveillées peuvent être poursuivies avec l'envoi intact ou encore après soustraction ou remplacement partiel de la marchandise illicite.

#### *Article 6*

1 - En vue de faciliter la poursuite des infractions douanières sur le territoire de son Etat, chaque autorité douanière de l'Etat de l'une des Parties procède, dans les limites de sa compétence et à la requête de l'autorité douanière de l'autre Partie, à des enquêtes ou à des re-

cherches, interroge les personnes suspectes, entend les témoins. Elle communique les résultats de ces investigations à l'autorité douanière requérante.

2 - L'autorité douanière requise peut autoriser des agents de l'autorité douanière requérante à être présents lors d'enquêtes effectuées sur le territoire de l'Etat de la Partie requise,

#### *Article 7*

1 - Sur demande d'un tribunal ou d'une autorité de l'Etat de l'une des Parties saisis d'infractions à la législation douanière, l'autorité douanière de l'Etat de l'autre Partie peut autoriser ses agents à comparaître en qualité de témoins ou d'experts devant ledit tribunal ou ladite autorité.

2 - La demande de comparution doit préciser notamment dans quelle affaire et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

3 - Ces agents déposent, dans les limites fixées par autorisation délivrée par l'autorité douanière dont ils dépendent, sur les constatations faites par eux-mêmes dans l'exécution de leurs fonctions.

#### *Article 8*

1 - Les autorités douanières des Etats des deux Parties peuvent faire état, à titre de preuve, tant dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages, au cours des procédures et poursuites devant les tribunaux, des renseignements et documents recueillis dans les conditions prévues par la présente Convention.

2 - L'étendue de la force probante attribuée à ces renseignements et documents est déterminée par référence au droit national de l'Etat de la Partie requérante.

#### *Article 9*

1 - Les informations obtenues en application de la présente Convention ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles prévues par celle-ci que si l'autorité douanière qui les a fournies y a consenti expressément.

2 - Les renseignements, communications et documents mis à la disposition de l'autorité douanière de l'Etat d'une Partie par l'autorité douanière de l'Etat de l'autre Partie en application des dispositions de la présente Convention bénéficient de la même protection que celle accordée par la loi nationale de la Partie requérante aux informations de même nature.

#### *Article 10*

1 - Sur demande de l'autorité douanière de l'Etat de l'une des Parties, l'autorité douanière de l'Etat de l'autre Partie notifie aux personnes intéressées résidant sur le territoire de l'Etat de la Partie requérante tous avis, décisions, dispositions et autres documents émanant de l'Etat de la Partie requérante et concernant l'application de la législation douanière de cette dernière.

2 - L'assistance prévue au paragraphe précédent ne vise pas la perception des droits de douane, impôts, taxes, amendes et autres sommes pour le compte de l'Etat de l'autre Partie.

*Article 11*

1 - Les autorités douanières des Etats des deux Parties ne sont pas tenues d'accorder l'assistance prévue par la présente Convention dans le cas où celle-ci est de nature à porter atteinte à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de leur Etat ou implique la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.

2 - Lorsque l'autorité douanière de l'Etat d'une Partie qui formule une demande d'assistance n'est pas en mesure de satisfaire une demande de même nature qui serait présentée par l'autorité douanière de l'autre Partie, elle signale le fait dans l'exposé de sa demande. Dans un tel cas, l'autorité douanière requise a toute latitude pour déterminer la suite à donner à cette demande.

3 - Tout refus d'assistance doit être motivé.

*Article 12*

Les autorités douanières des Etats des deux Parties renoncent à toute réclamation tendant à obtenir le remboursement des frais résultant de l'application de la présente Convention à l'exception des dépenses engagées au titre de l'article 7.

2 - Les frais de déplacement ainsi que les indemnités versés aux experts et aux témoins visés à l'article 7 sont à la charge de la Partie requérante.

*Article 13*

1 - Les autorités douanières des Etats des deux Parties prennent des dispositions pour que les agents de leurs services chargés de prévenir, de rechercher ou de poursuivre les infractions douanières soient en relations personnelles et directes en vue d'échanger des renseignements.

2 - La liste des agents spécialement désignés à cet effet est notifiée à l'autorité douanière de l'Etat de l'autre Partie.

*Article 14*

1 - Les modalités d'application de la présente Convention sont fixées de concert par les autorités douanières des Etats des deux Parties.

2 - A cet effet, il est créé une commission mixte composée des représentants des autorités douanières des Etats des deux Parties, chargée d'examiner et résoudre les questions liées à l'application de la présente Convention. La commission mixte se réunit en tant que de besoin, alternativement sur le territoire de chaque Etat. Les différends non résolus au sein de la commission mixte sont réglés par la voie diplomatique.

*Article 15*

Le champ d'application de la présente Convention étend au territoire douanier de la République française et de la République slovaque.

*Article 16*

1 - Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur de cette Convention, laquelle prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de la dernière notification.

2 - La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Chacune des Parties peut la dénoncer à tout moment par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Partie. La dénonciation prend effet six mois après la date de cette notification.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris le 27 mai 1998 en double exemplaire original, en langue française et slovaque, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

CHRISTIAN SAUTTER

Pour le Gouvernement de la République slovaque :

PANA MIROSLAVA MAXONA

[ SLOVAK TEXT — TEXTE SLOVAQUE ]

**DOHODA**

**medzi vládou Francúzskej republiky a vládou Slovenskej republiky  
o vzájomnej administratívnej pomoci vo veciach predchádzania, preverovania a  
postihovania colných podvodov**



**Dohoda**

**medzi vládou Francúzskej republiky a vládou Slovenskej republiky  
o vzájomnej administratívnej pomoci vo veciach predchádzania, preverovania a  
postihovania colných podvodov**

Vvláda Francúzskej republiky a vláda Slovenskej republiky (ďalej len „strany“),

b e r ú c do úvahy, že porušovanie colného zákonodárstva poškodzuje hospodárske, finančné, spoločenské, kultúrne a obchodné záujmy vlastných štátov, ako aj oprávnené záujmy obchodu týchto štátov,

b e r ú c do úvahy dôležitosť zabezpečenia správneho vymeriavania a vyberania cla, daní a iných platieb pri vývoze alebo dovoze tovaru, ako aj správne uplatňovanie opatrení o zákazoch, obmedzeniach a kontrole,

p r e s v e d č e n é, že úsilie na zabránenie porušovania colných predpisov a úsilie na zabezpečenie správneho vymeriavania a vyberania cla, daní a iných platieb sa môžu stať účinnejšími prostredníctvom spolupráce medzi colnými správami,

b e r ú c do úvahy „Dohovor Organizácie spojených národov proti nedovolenému obchodovaniu s omamnými a psychotropnými látkami z 20. decembra 1988“,

r e š p e k t u j ú c odporúčanie „Rady pre colnú spoluprácu o vzájomnej administratívnej pomoci z 5. decembra 1953“,

dobodli sa takto :

## Článok 1

Na účely tejto dohody

1. „Colné predpisy“ sú ustanovenia obsiahnuté v zákone a iných právnych predpisoch, ktoré colné orgány štátov oboch strán uplatňujú pri dovoze, vývoze, tranzite tovaru alebo akomkoľvek inom colnom režime, či sa týkajú cla, daní a iných platieb, ktoré vyberajú colné orgány alebo opatrení o zákazoch, obmedzeniach alebo o kontrole.
2. „Porušenie colných predpisov“ znamená akékoľvek porušenie colných predpisov a akýkoľvek pokus o ich porušenie.
3. „Colné orgány“ sú vo Francúzskej republike Generálne riaditeľstvo ciel a nepriamych daní a v Slovenskej republike Ministerstvo financií - Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky.
4. „Dožadujúci colný orgán“ je príslušný colný orgán štátu strany, ktorý žiada o pomoc v colných otázkach.
5. „Dožiadaný colný orgán“ je príslušný colný orgán štátu strany, ktorý je požiadaný o pomoc v colných otázkach.
6. „Osoba“ označuje tak fyzickú, ako aj právnickú osobu.
7. „Omanné produkty a psychotropné látky“ sú omamné látky uvedené v „Dohovore Organizácie Spojených národov proti nedovolenému obchodovaniu s omamnými a psychotropnými látkami z 20. decembra 1988“.
8. „Kontrolovaná dodávka“ je postup sledovania dopravy látok alebo rastlín klasifikovaných ako omamných tak, ako bol definovaný v článku 1, písmeno g) „Dohovoru OSN z 20. decembra 1988“.

## Článok 2

1. Colné orgány štátov oboch strán si vzájomne poskytnú pomoc v súlade s ustanoveniami tejto dohody za účelom

- a) zabezpečenia správneho uplatňovania colných predpisov,
- b) predchádzania, preverovania a postihovania porušovania colných predpisov.

2. Pomoc v rámci tejto dohody bude poskytnutá v rámci právomoci colnej správy štátu dožiadanej strany a v súlade s vnútroštátnym právnym poriadkom tejto strany.

## Článok 3

1. Colné orgány štátov oboch strán si z vlastnej iniciatívy a bez meškania vzájomne poskytnú všetky informácie, ktoré získali o

- a) zistených alebo plánovaných nezákonných činnostiach, ktoré porušujú alebo môžu porušovať colné predpisy,
- b) nových prostriedkoch alebo metódach podvodov,
- c) druhoch tovaru, o ktorých existuje podozrenie, že sú predmetom nezákonnej prepravy,
- d) osobách, o ktorých existuje predpoklad, že porušili alebo môžu porušiť colné predpisy,
- e) vozidlách, plavidlách, lietadlách alebo iných dopravných prostriedkoch, ktoré sú podozrivé, že sa používajú na porušovanie colných predpisov.
- f) nových technikách boja proti porušovaniu colných predpisov.

2. Colné orgány štátov oboch strán si urýchlene na základe písomnej žiadosti vzájomne poskytnú všetky informácie

- a) obsiahnuté v colných dokladoch o výmene tovaru medzi štátmi oboch strán, ktorý je predmetom alebo môže sa stať predmetom nezákonnej prepravy, ktorá môže viesť k porušeniu colných predpisov štátu dožadujúcej strany, prípadne overené kópie uvedených dokladov,
- b) ktoré pomôžu odhaliť porušovanie colných predpisov štátu dožadujúcej strany.

3. Tieto písomné žiadosti musia obsahovať nasledujúce údaje :

- a) názov dožadujúceho colného orgánu,
- b) druh prebiehajúceho konania,
- c) predmet a dôvod žiadosti,
- d) mená a adresy fyzických a právnických osôb, ktorých sa prípad týka,
- e) stručný popis prípadu a právne odôvodnenie žiadosti.

#### Článok 4

Na žiadosť colného orgánu štátu jednej strany colný orgán štátu druhej strany vykoná v rámci svojej právomoci a svojich možností špeciálny dohľad nad :

- a) pohybom osôb vstupujúcich alebo vystupujúcich z územia štátu jednej zo strán, o ktorých je v štáte dožadujúcej strany známe, alebo ktoré sú podozrivé, že sa obvykle alebo profesionálne zaoberajú činnosťou, ktorá vedie k porušovaniu colných predpisov,
- b) podozrivým pohybom tovaru, ktorý je predmetom prepravy v rozpore s colnými predpismi, určeného pre územie štátu jednej z dvoch strán, ktorý avizuje dožadujúca strana,
- c) miestami kde má byť uskladnený tovar, o ktorom existuje podozrenie, že bude nezákonne dovezený na územie štátu dožadujúcej strany,
- d) vozidlami, plavidlami, lietadlami a inými dopravnými prostriedkami, o ktorých existuje podozrenie, že môžu byť použité na porušenie colných predpisov na území štátu dožadujúcej strany.

#### Článok 5

1. Colné orgány štátov oboch strán v prípade potreby spolupracujú v rámci medzinárodných kontrolovaných dodávok omamných a psychotropných látok, za účelom zistenia totožnosti osôb, ktoré porušujú colné predpisy.

2. Rozhodnutia o využití kontrolovanej dodávky budú vykonávané postupne pre každý prípad.

3. Kontrolovaná dodávka môže pokračovať v neporušenej forme alebo nezákonný tovar môže byť zadržaný alebo čiastočne nahradený.

#### Článok 6

1. Pre uľahčenie a urýchlenie postihovania porušenia colných predpisov v príslušnom štáte colný orgán štátu jednej strany v rámci svojej právomoci vykoná na žiadosť colného orgánu štátu druhej strany úradné pátranie a preverovanie, vypočuje podozrivé osoby a svedkov. O výsledkoch svojho pátrania informuje dožadujúci colný orgán.

2. Dožiadany colný orgán môže povoliť pracovníkom dožadujúceho colného orgánu, aby sa zúčastnili preverovania na území štátu dožiadanej strany.

#### Článok 7

1. Na žiadosť súdov alebo príslušných orgánov štátu jednej zo strán v súvislosti s porušovaním colných predpisov môže colný orgán štátu druhej strany splnomocniť svojich pracovníkov, aby vystúpili pred týmito súdmi alebo orgánmi ako svedkovia alebo experti.

2. Žiadosť o vystúpenie pred súdom musí presne určovať, v akej veci a v akom rozsahu budú pracovníci vystupovať.

3. Títo pracovníci poskytnú svedectvo, týkajúce sa skutočností, ktoré zistili pri výkone svojich povinností, v rozsahu splnomocnenia, ktoré dostali od príslušného colného orgánu.

#### Článok 8

1. Colné orgány štátov oboch strán môžu použiť informácie a dokumenty, ktoré získali v súlade s touto dohodou ako dôkaz, tak pri súdnom konaní a stíhaní, ako aj v zápisniciach, správach a svedectvách.

2. Použitie týchto informácií a dokumentov, ako aj právo ich použitia, ako dôkazu na súdoch je upravené vnútroštátnym právnym poriadkom štátu dožadujúcej strany.

#### Článok 9

1. Informácie získané pri uplatňovaní tejto dohody môžu byť použité na iné účely, než na účely podľa tejto dohody len s výslovným súhlasom colného orgánu, ktorý tieto informácie dodal.
2. Informácie, oznámenia a dokumenty, ktoré colná správa štátu jednej strany získala od colnej správy štátu druhej strany pri uplatňovaní tejto dohody, sú chránené ako rovnaký druh informácií podľa vnútroštátneho právneho poriadku štátu dožadujúcej strany upravujúceho danú oblasť.

#### Článok 10

1. Na základe žiadosti colného orgánu štátu jednej strany colný orgán štátu druhej strany oznámi osobám, ktorých sa to týka a ktoré majú bydlisko alebo sídlo na území štátu dožadovanej strany všetky oznámenia, rozhodnutia, opatrenia a iné dokumenty vydané v štáte dožadujúcej strany týkajúce sa uplatňovania colných predpisov tejto strany.
2. Pomoc uvedená v predchádzajúcom odseku sa netýka vyberania cla, daní, poplatkov, pokút a iných platieb v prospech štátu druhej strany.

#### Článok 11

1. Colné orgány štátov oboch strán nie sú povinné poskytnúť pomoc v súlade s touto dohodou v prípade, že táto pomoc by narušila verejný poriadok alebo iné zásadné záujmy ich štátov alebo by spôsobila porušenie priemyselného, obchodného alebo služobného tajomstva.
2. Ak colný orgán štátu jednej strany, ktorý požiada o pomoc, nemôže vyhovieť žiadosti o pomoc rovnakého charakteru, ktorú by podal colný orgán štátu druhej strany, upozorní na túto skutočnosť vo svojej žiadosti. V takomto prípade dožiadaný colný orgán uváži, či vyhovie takejto žiadosti.
3. Každé odmietnutie poskytnúť pomoc musí byť zdôvodnené a odôvodnené.

#### Článok 12

1. Colné orgány štátov oboch strán sa zriekajú náhrady nákladov vynaložených na plnenie tejto dohody s výnimkou nákladov vzniknutých pri uplatňovaní Článku 7.
2. Náklady na dopravu ako aj príspevky expertom a svedkom podľa článku 7 znáša dožadujúca strana.

### Článok 13

1. Colné orgány štátov oboch strán prijmu opatrenia, aby ich pracovníci poverení predchádzaním, preverovaním a postihovaním porušovania colných predpisov boli v osobnom a priamom styku za účelom výmeny informácií.
2. Zoznam pracovníkov špeciálne určených na tento účel bude úradne oznámený colnej správe štátu druhej strany.

### Článok 14

1. Colné orgány štátov oboch strán sa vzájomne dohodnú o spôsobe vykonávania tejto dohody.
2. Na tento účel je vytvorená zmiešaná komisia, ktorá je zložená z predstaviteľov colných orgánov štátov oboch strán, a ktorá je poverená prešetrovať a riešiť otázky súvisiace s uplatňovaním tejto dohody. Zmiešaná komisia sa zvoláva podľa potreby, striedavo na území každého štátu. Nevyriešené spory na úrovni zmiešanej komisie sa budú riešiť diplomatickou cestou.

### Článok 15

Táto dohoda sa bude uplatňovať na colných územiach Francúzskej republiky a Slovenskej republiky.

### Článok 16

1. Táto dohoda podlieha vnútroštátnemu schváleniu každej strany a nadobudne platnosť prvý deň druhého mesiaca nasledujúceho po dni doručenia neskoršej nóty o tomto schválení, keď si obidve strany vzájomne písomne oznámia, že boli splnené podmienky stanovené vnútroštátnymi právnymi predpismi pre nadobudnutie platnosti tejto dohody.
2. Táto dohoda sa uzatvára na dobu neurčitú. Každá zo zmluvných strán však môže dohodu kedykoľvek písomne vypovedať diplomatickou cestou. Platnosť dohody skončí 6 mesiacov odo dňa doručenia oznámenia o jej vypovedaní.

Na dôkaz toho dolu podpísaní splnomocnenci, riadne na to poverení, podpísali túto dohodu.

Dané v *Paríži* dňa *27. mája 1978* v dvoch pôvodných vyhotoveniach,  
každé vo francúzskom a slovenskom jazyku, pričom obe znenia majú rovnakú platnosť

Za vládu  
Francúzskej republiky



Za vládu  
Slovenskej republiky





[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION ON MUTUAL ADMINISTRATIVE ASSISTANCE BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE SLOVAK REPUBLIC FOR THE PREVENTION, INVESTIGATION AND PROSECUTION OF CUSTOMS OFFENCES

The Government of the French Republic and the Government of the Slovak Republic, hereinafter referred to as "the Parties",

Considering that violations of customs legislation are prejudicial to the economic, fiscal, social, cultural and commercial interests of their respective countries and to their legitimate interests concerning trade;

Considering that it is vital to ensure that customs duties and export and import taxes are correctly assessed and collected and that prohibition, restriction and control measures are properly implemented;

Convinced that efforts aimed at preventing violations of customs legislation and ensuring correct assessment and collection of customs duties and taxes may be made more effective through cooperation between their respective customs authorities;

Having regard to the United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of 20 December 1988;

Having regard to the recommendations of the Customs Cooperation Council regarding Mutual Administrative Assistance of 5 December 1953;

Have agreed as follows:

*Article 1*

For the purposes of this Convention:

1. "Customs legislation" shall mean the laws and regulations which the customs authorities of the States of the two Parties apply to the import, export or transit of merchandise or any other customs regime if the said provisions pertain to customs duties or to any other duty or tax collected by customs authorities or to prohibition, restriction or control measures.

2. "Customs offence" shall mean any violation of customs legislation or attempt to violate such legislation.

3. "Customs authorities" shall mean:

For the French Republic: the Directorate General of Customs and Indirect Taxes (Direction Générale des Douanes et Droits Indirects);

For the Slovak Republic: the Ministry of Finance, Customs Directorate of the Slovak Republic (Ministerstvo financií- Colné riaditeľstvo Slovenskej republiky).

4. "Requesting customs authority" shall mean the competent customs authority of the State of the Party submitting a request for assistance in customs matters.

5. "Requested customs authority" shall mean the competent customs authority of the State of the Party receiving a request for assistance in customs matters.

6. "Person" shall mean any natural or legal person.

7. "Narcotic drugs and psychotropic substances" shall mean those specified by the United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of 20 December 1988.

8. "Controlled delivery" shall mean the procedure for monitoring the movement of substances or plants classified as narcotics, as defined in article 1, paragraph (g) of the United Nations Convention of 20 December 1988.

#### *Article 2*

1. The customs authorities of the States of the two Parties agree to assist each other in accordance with the provisions established in this Convention, for the purposes of:

- (a) Ensuring the correct application of customs legislation;
- (b) Preventing, investigating and prosecuting violations of customs legislation.

2. Assistance provided on the basis of this Convention shall remain within the jurisdictional limits of the customs authority of the requested Party and comply with the legislation of that Party.

#### *Article 3*

1. The customs authorities of the two Parties shall communicate to each other, spontaneously and without delay, any information they may have regarding:

- (a) Actual or planned irregular operations which are or seem to be of a fraudulent nature according to their customs legislation;
- (b) New means or methods of committing fraud;
- (c) Categories of merchandise suspected of being the object of fraudulent traffic;
- (d) Persons suspected of committing or being capable of committing customs offences;
- (e) Vehicles, vessels, aircraft or other means of transport suspected of being used to commit customs offences;
- (f) New techniques for combating violations of customs legislation.

2. The customs authorities of the two Parties shall communicate to each other upon written request and as expeditiously as possible any information:

- (a) Obtained from customs documents relating to trade in merchandise between the two Parties that is or might be the object of traffic considered fraudulent under the customs legislation of the requesting Party, if necessary in the form of duly certified or authenticated copies of the said documents; and
- (b) Which may be helpful in detecting violations of the customs legislation of the requesting Party.

3. These written requests should include the following particulars:
  - The name of the customs authority making the request,
  - The nature of the ongoing proceeding,
  - The object of and reasons for the request,
  - The names and addresses of the persons or enterprises concerned,
  - A brief description of the matter and of the legal elements involved.

*Article 4*

At the request of the customs authority of one Party, the customs authority of the other Party shall, within its jurisdiction and according to its capabilities, maintain special surveillance over:

- (a) The movements, particularly the entry into and departure from the territory of persons that the requesting Party suspects or knows to be habitually involved in activities that violate customs legislation;
- (b) Suspicious movements of merchandise identified by the requesting Party as the object of traffic being sent to the territory of either Party in violation of its customs legislation;
- (c) Places that are possibly being used to store merchandise suspected of being intended for illegal import from the territory of the requesting Party;
- (d) Vehicles, vessels, aircraft or other means of transport suspected of being used to commit customs fraud in the territory of the requesting Party.

*Article 5*

1. The customs authorities of the two Parties shall cooperate, as required, with respect to international controlled delivery of narcotic drugs and psychotropic substances for the purpose of identifying persons involved in customs offences.
2. Recourse to controlled delivery shall be decided on a case-by-case basis.
3. Controlled delivery may be carried out with the consignment intact or following the removal or partial replacement of the illicit merchandise.

*Article 6*

1. With a view to facilitating the prosecution of customs offences in its State's territory, the customs authority of the State of either Party shall, within its jurisdictional limits and at the request of the customs authority of the other Party, conduct enquiries or investigations, interrogate suspects and hear witnesses. It shall communicate the findings of these investigations to the requesting customs authority.
2. The requested customs authority may authorize agents of the requesting customs authority to be present during the enquiries conducted in the territory of the State of the requested Party.

*Article 7*

1. At the request of the court or authority of the State of either Party before which a customs offence is brought, the customs authority of the State of the other Party may authorize its agents to appear as witnesses or experts before the said court or authority.

2. The request for appearance shall specify the matter in question and the capacity in which the agent will be questioned.

3. The agents shall give evidence, within the limits set by the authorization issued by the customs authority to which they belong, regarding the findings made by them in the exercise of their duties.

*Article 8*

1. The customs authorities of the States of the two Parties may use as evidence, both in their minutes, reports and testimonies and during proceedings and prosecutions before the courts, information and documents obtained under the conditions provided for by this Convention.

2. The extent of the probative value attributed to such information and documents shall be determined by reference to the domestic laws of the State of the requesting Party.

*Article 9*

1. Information obtained in accordance with this Convention may not be used for purposes other than those envisaged by this Convention unless the customs authority furnishing the information has given its express consent thereto.

2. Information, communications and documents made available to the customs authority of the State of either Party by the customs authority of the State of the other Party in accordance with the provisions of this Convention shall enjoy the same protection as that afforded by the domestic laws of the requesting Party to information of the same nature.

*Article 10*

1. At the request of the customs authority of the State of either Party, the customs authority of the State of the other Party shall notify persons concerned residing in the territory of the State of the requested Party of all notices, decisions, provisions and other documents issued by the State of the requesting Party concerning application of the customs legislation of the latter.

2. Assistance envisaged in the previous paragraph shall not affect the collection of customs duties, fees, taxes, fines and other sums by the State of the other Party.

*Article 11*

1. The customs authorities of the States of the two Parties are not required to furnish the assistance provided for in this Convention when such assistance may be prejudicial to

the ordre public, public security or other vital interests of their State or would involve the breach of an industrial, commercial or professional secret.

2. If the customs authority of the State of the Party making a request for assistance is unable to comply with a similar request from the customs authority of the State of the other Party, it shall so indicate when formulating its request. In such case, the requested authority may use full discretion in determining how to execute the request.

3. The grounds for any refusal of assistance shall be provided.

#### *Article 12*

1. The customs authorities of the States of the two Parties shall refrain from taking any action to obtain reimbursement of costs arising from application of this Covenant, other than the costs incurred under article 7.

2. The travel expenses and allowances allocated to the experts and witnesses pursuant to article 7 shall be borne by the requesting Party.

#### *Article 13*

1. The customs authorities of the States of the two Parties shall adopt measures to ensure that the agents of services responsible for preventing, identifying or prosecuting customs offences are in personal and direct contact for the purpose of sharing information.

2. The list of agents specially designated to that end shall be transmitted to the customs authority of the State of the other Party.

#### *Article 14*

1. The procedures for the implementation of this Convention shall be determined jointly by the customs authorities of the States of the two Parties.

2. To that end, a joint commission comprising representatives of the customs authorities of the States of the two Parties shall be established to examine and settle issues relating to implementation of this Convention. The joint commission shall meet as necessary, alternately in the territory of each State. Differences that are not resolved within the joint commission shall be settled through the diplomatic channel.

#### *Article 15*

This Convention shall be applicable to the customs territory of the French Republic and the Slovak Republic.

#### *Article 16*

1. Each of the Parties shall notify the other of the fulfilment of the procedures required by its Constitution for entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the second month following the date of the last notification.

2. This Convention is concluded for an indefinite period. Either of the Parties may terminate it at any time by written notification addressed through the diplomatic channel to the other Party. Termination shall take effect six months after the date of such notification.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Convention.

Done at Paris on 27 May 1998, in duplicate, in the French and Slovak languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

CHRISTIAN SAUTTER

For the Government of the Slovak Republic:

PANA MIROSLAVA MAXONA